

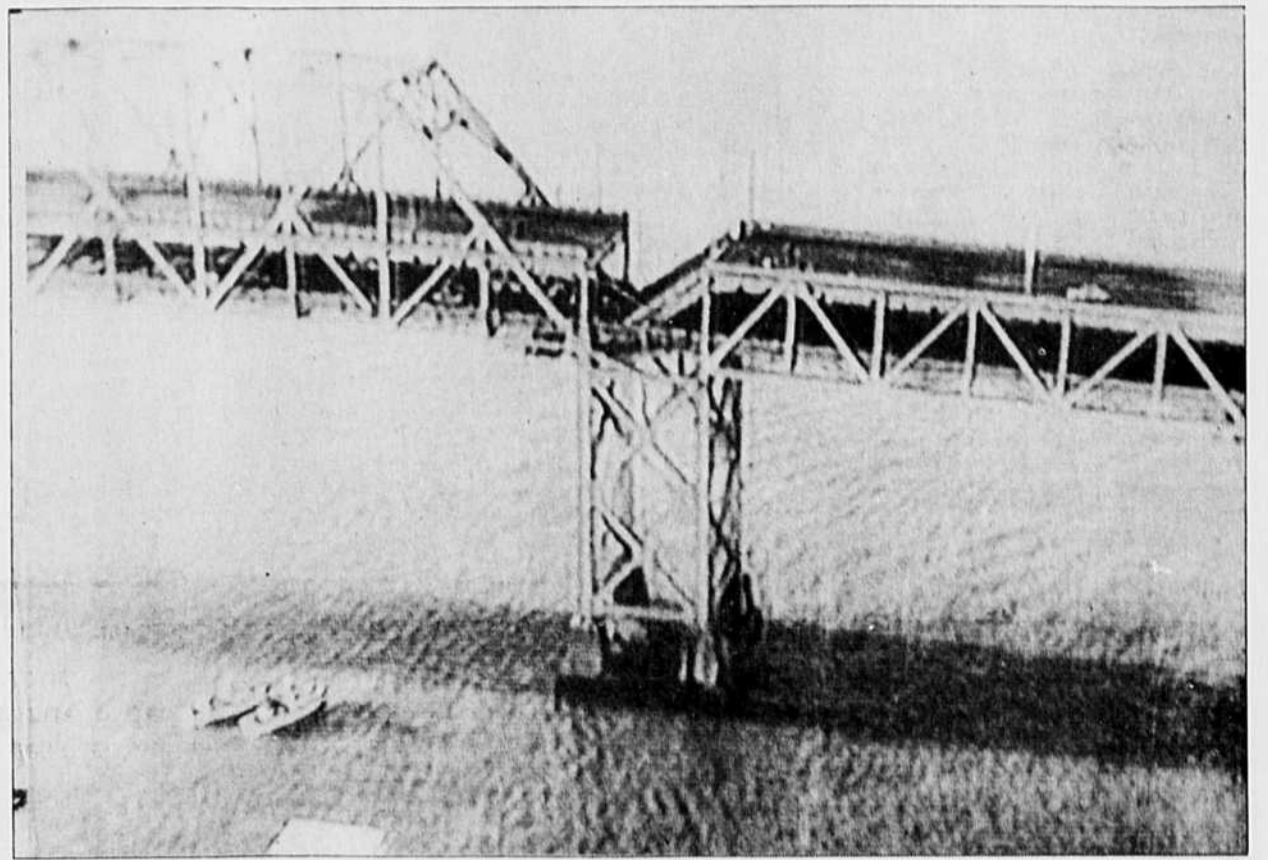
Violent séisme à San Francisco

Au moins 51 morts en 15 secondes

d'après PC, AFP, REUTERS et AP
SAN FRANCISCO — Un violent tremblement de terre qui n'a duré que 15 secondes a secoué, hier soir, San Francisco et sa région et avait fait, au moment où nous mettions sous presse, au moins 51 morts, plusieurs blessés et provoqué d'importants dégâts.
Des feux se propageaient dans la ville, l'électricité était rompue, les lignes téléphoniques étaient coupées, des autoroutes surélevées s'étaient écroulées, des fuites de gaz sévissaient et une certaine confusion régnait toujours dans les informations communiquées de toutes parts par les autorités et divers témoins.
Le gouverneur adjoint de la Californie, Leo McCarthy, a fait savoir

au surplus que la panique s'était installée au stade Candlestick où devait débuter devant 60.000 spectateurs la finale du championnat nord-américain de baseball qui a été annulée.
Outre l'effondrement partiel du Bay Bridge qui enjambe la baie de San Francisco, il semble que plusieurs immeubles du quartier historique du marché de la ville et du Marina District n'ont pas résisté à la secousse qui a causé des lézardes dans les murs ainsi que des coupures de courant et ébranlé le stade de Candlestick. Des informations font état de plusieurs blessés. Le match a été annulé en partie en raison de fissures sur un gradin supérieur du stade.
Le tremblement de terre semble toutefois avoir moins sévèrement

frappé San Francisco que celui de 1906 où environ 700 personnes avaient trouvé la mort.
Le Dr Walter Savage, responsable des premiers secours au parc de Candlestick a déclaré que la situation était stable et que des centaines de personnes avaient été contusionnées par la chute de débris. « Il a fallu hospitaliser quelques personnes, a dit le médecin » Tôt ce matin les secouristes étaient préoccupés d'abord par les feux et la menace d'explosions par le gaz naturel.
Le séisme est survenu à 17h04. L'observatoire américain de Golden, dans le Colorado, a estimé la magnitude du séisme à 7 sur l'échelle de Richter, ce qui est d'une puissance



Une section de vingt mètres du Bay Bridge reliant San Francisco à Oakland s'est effondrée hier quelques instants après le tremblement de terre qui a secoué le Nord de la Californie. PHOTO AP

Hydro-Québec fera face à plusieurs grèves de 24 heures d'ici Noël

Lia Lévesque de la Presse Canadienne

À COMPTER de mardi prochain et jusqu'au 22 décembre, les 14.000 syndiqués d'Hydro-Québec tiendront une série de grèves de 24 heures, parfois à la grandeur du Québec, parfois dans certaines régions seulement.
La première grève générale aura lieu mardi prochain, a révélé hier M. Luc Chabot, coordonnateur de la négociation pour

les trois unités d'accréditation affiliées au Syndicat canadien de la fonction publique (bureau, techniciens et métiers).
D'autres grèves générales de 24 heures, toujours de midi à midi, seront échelonnées jusqu'à la fin décembre.
Également, à compter du 25 octobre jusqu'au 22 décembre il y aura tour à tour débrayage d'une journée dans deux des 11 régions administratives d'Hydro-Québec.
La Société d'État a exprimé

Voir page 8: Hydro-Québec

LA TPS TOUJOURS JUGÉE INACCEPTABLE Les provinces préparent un affrontement avec Ottawa

Michel Van de Walle de la Presse Canadienne

LES MINISTRES des Finances des provinces ont réaffirmé hier que le projet de taxe fédérale sur les produits et services (TPS) était à leurs yeux « inacceptable », pavant ainsi la voie à une confrontation avec Ottawa lors de la conférence des premiers ministres sur l'économie prévue pour les 9 et 10 novembre pro-

chains.
Les ministres étaient réunis à huis clos à Montréal afin de prendre connaissance d'un rapport commun préparé par les hauts fonctionnaires provinciaux sur l'impact négatif de la TPS sur l'économie et les revenus fiscaux des gouvernements.
Le ministre québécois des Finances, Gérard D. Lévesque, a affirmé qu'un « consensus » s'était dégagé parmi les provinces autour du contenu de ce document, que l'on n'a

toutefois pas voulu rendre public, ainsi que sur les recommandations à faire aux premiers ministres provinciaux.
Il a expliqué qu'avant de commenter plus avant, il devait d'abord faire rapport au premier ministre, Robert Bourassa, de la teneur des discussions. M. Lévesque a, cependant, réitéré que le projet de TPS était « inacceptable dans sa forme actuelle » aux yeux du Québec.
Mais le trésorier de l'Alberta, Dick

Johnston, avait une position plus tranchée et déclarait que sa province est « fortement opposé » à la TPS fédérale, à laquelle il ne voit aucune alternative. Affirmant que les provinces perdront plusieurs milliards en revenus à cause des effets de la TPS, M. Johnston a déclaré que « cette taxe est mauvaise pour le Canada, mauvaise pour l'Alberta, elle est inflationniste, empiète sur les juridictions provinciales et, tout

Voir page 8: Les provinces

La RDA plie sous les contestataires

d'après AP, AFP et REUTERS

BERLIN-EST — Les autorités est-allemandes reculent devant la mobilisation populaire qui se généralise autour d'elles, alors que la véritable ampleur des mouvements populaires en RDA apparaissait plus clairement, hier. Le régime ne manifeste plus d'agressivité contre les opposants et veut au contraire tempérer. Un changement de garde semblait hier soir à l'ordre du jour dans le personnel politique est-allemand.
Le bureau politique du Parti communiste est-allemand était hier soir en réunion extraordinaire, selon un journal ouest-allemand cité par l'Associated Press, et « le poste de Erich Honecker serait en jeu » à cette réunion.
Une réunion dont aucun résultat n'était encore disponible hier soir à Berlin-Est, et que d'autres sources annonçaient pour ce matin. Tous les observateurs qualifient ce meeting de crucial pour l'avenir du régime est-allemand, et particulièrement pour le leader Erich Honecker, un

septuagénaire qu'on dit très malade, et de plus en plus critiqué.
Pendant ce temps, on confirmait que d'autres manifestations que celle, monstre, de Leipzig, s'étaient déroulées lundi dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Est. Et dans certains cas, comme à Dresde, l'opposition s'est vue reconnaître un statut d'interlocuteur de facto des autorités locales, avec qui des négociations ont été ouvertes, au sujet notamment de l'impunité des manifestants.
L'opposition, et notamment le groupe Nouveau Forum, serait sur la voie d'une « tolérance » pouvant mener à la reconnaissance de facto par les autorités, et les médias officiels multiplient les manifestations d'apaisement.
Un présentateur du journal du soir de la télévision d'État est-allemand a estimé, hier soir, que la manifestation de Leipzig, qui a rassemblé pacifiquement plus de 100.000 Allemands de l'Est, constituait un « appel au dialogue ».

Voir page 8: La RDA



L'envolée génoise

Les Génois ont pu voir passer, hier, au-dessus de leurs têtes, un singulier équipage composé d'un canot pneumatique muni d'une aile et d'un moteur et piloté par son inventeur, Aimoro Manigri, qui voulait saluer ainsi l'ouverture du Salon nautique de Gênes. PHOTO AP

L'ÉLU DE L'ALBERTA Le Sénat aura-t-il un intrus dans ses murs ?

Maurice Godin de notre bureau d'Ottawa

L'ÉLECTION, lundi dernier en Alberta, du candidat qui sera désigné par la province pour un poste de sénateur a plongé le gouvernement fédéral dans un dilemme constitutionnel et politique au dénouement imprévisible.
Stan Waters, un militaire de 69 ans à la retraite, a remporté pour le Reform Party l'élection tenue par le premier ministre albertain Don Getty pour le choix d'un candidat représentant l'Alberta au Sénat. M. Waters a facilement gagné en obtenant près de 45 % des suffrages exprimés, déclassant ainsi cinq autres candidats. Les Albertains ont voté pour le poste de sénateur à l'occasion des élections municipales dans la province.
Don Getty avait choisi une telle élection pour promouvoir la réforme du Sénat et particulièrement l'idée d'un Sénat élu. Depuis l'entente du

lac Meech, les provinces peuvent proposer leurs candidats pour les postes vacants au Sénat. Auparavant, les nominations de sénateurs relevaient exclusivement du premier ministre du Canada. Selon la nouvelle formule, les provinces proposent, mais Ottawa décide ultimement. Même si l'accord du lac Meech n'a pas été ratifié par toutes les provinces, Brian Mulroney s'est engagé à respecter l'esprit de l'entente sur la question des nominations au Sénat.
En l'absence de Brian Mulroney, les réactions des conservateurs ont été marquées par la plus grande prudence. Le vice-premier ministre Don Mazankoski a déclaré qu'on devait attendre de voir la liste des candidats de l'Alberta avant de se prononcer. Il a rappelé que l'entente du lac Meech donne toujours le dernier mot au premier ministre. Il a aussi souligné, tout comme le ministre d'État aux Relations fédérales-provinciales, Lowell Murray, que le lac Meech

Voir page 8: Le Sénat

AVIS À FRANK MCKENNA

Les Acadiens ne veulent pas rouvrir l'accord du lac Meech

Bernard Descôteaux de notre bureau de Québec

LA COMMUNAUTÉ acadienne du Nouveau-Brunswick demandera au premier ministre Frank McKenna de cesser de réclamer la réouverture de l'accord du lac Meech au nom de la protection des droits de la minorité acadienne.
Réunis dimanche au sein d'un « forum de concertation », une trentaine d'organismes acadiens et francopho-

nes du Nouveau-Brunswick ont résolu de requérir du premier ministre de leur province une rencontre pour que celui-ci saisisse bien ce que sont les revendications des Acadiens, lesquelles peuvent être satisfaites sans égard à cet accord.
Le porte-parole de ce forum et président de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB), Réal Gervais, a expliqué hier qu'on jugeait qu'il fallait sensibiliser M. McKenna aux préoccupations des Acadiens. « Beaucoup

de questions restent sans réponse face aux droits de la communauté acadienne », a-t-il dit.
De l'avis du « forum de concertation », il est temps d'éclaircir certaines positions relatives notamment à l'accord du lac Meech. Depuis deux ans, il y a eu beaucoup de confusion qu'il faut dissiper à la veille de la conférence des premiers ministres, a fait valoir le président de la SAANB dans un entretien avec LE DEVOIR. Rappels qu'à leur rencontre annuelle des 9 et 10 novembre, les pre-

miers ministres aborderont à nouveau le dossier constitutionnel.
Une première chose qui doit être bien comprise à ce moment-ci est le fait que la communauté acadienne n'est pas opposée à l'accord du lac Meech, pas plus, de dire M. Gervais, qu'elle souhaite la mort de cet accord.
Tout au long du débat sur l'accord du lac Meech, les Acadiens n'ont jamais changé de position à cet égard, soutient M. Gervais. Devant le comité parlementaire de la législature

du Nouveau-Brunswick qui a étudié l'accord constitutionnel de 1987, aucun groupe acadien parmi ceux qui ont présenté des mémoires n'ont condamné cet accord, souligne-t-il.
Que ce soit au Nouveau-Brunswick ou chez les francophones des autres provinces, une confusion s'est maintenue. Au début, cette confusion pouvait se comprendre du fait que les Acadiens ont saisi l'occasion pour présenter leurs propres revendications qui ont pu apparaître irréalistes

Voir page 8: Les Acadiens

AUJOURD'HUI

PWA se défait d'Inter Canadien
PWA Corp. annoncera ce matin la mise en vente de son bloc d'actions d'Inter Canadien. Page 11
Nordiques 8
Flames 8
Calgary efface un déficit de 8-3 à la troisième période. Page 16

Jean Royer
ÉCRIVAINS
CONTEMPORAINS
ENTRETIENS
5
Margaret Atwood, Yves Beauchemin, Victor-Lévy Beaulieu, Saul Bellow, Yves Berger, François Blais, Anne Frank, Jean-Éthier Blais, Jacques Falaris, Roger Goulet, Annie Hébert, Julie Hébert, Françoise Hébert, Suzanne Jodanis, Sébastien Jodanis, Denis Kavan, Vincent Kavanagh, Agota Kristof, Philippe Labrecq, Jean-Paul L'Allier, René Lévesque, Renaud Longpré, Jean-François Manon, Françoise Noël, Emil Ollivier, Alice Orsini, Jean-Marie Poirier, Antonio Sarmiento, Marie-Josée Thériault, Jean Yvan
1986-1989
L'HEXAGONE

JEAN ROYER

ÉCRIVAINS CONTEMPORAINS/ENTRETIENS 5

L'histoire littéraire vivante: trente entretiens inédits avec des écrivains québécois et étrangers dont Yves Beauchemin, Anne Hébert, Victor-Lévy Beaulieu, Alice Parizeau, Jean-Éthier Blais, René Lévesque, Émile Ollivier, Annie Ernaux, Saul Bellow, Agota Kristof et d'autres.
Une oeuvre monumentale en 5 tomes: 150 entretiens avec des écrivains appartenant à 20 littératures du monde.

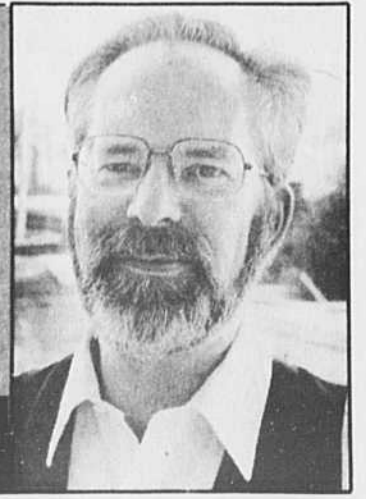
240 p. — 19,95\$

ESSAIS

L'Hexagone

lieu distinctif de l'édition littéraire québécoise

ESSAIS



Pretoria n'écarte plus le dialogue avec l'ANC

d'après AFP et Reuter

JOHANNESBOURG — Le gouvernement sud-africain continue de préparer graduellement le terrain pour des négociations avec le principal mouvement nationaliste noir du pays, l'ANC (interdit), comme en témoignent les propos d'un ministre de haut rang, qui s'est dit prêt à « discuter » avec les sept dirigeants de l'ANC relâchés dimanche des conditions qu'ils mettent à l'ouverture de ces négociations.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de ce ministre a indiqué que l'interview publiée hier par le quotidien de Johannesburg, *Business Day*, constituait « un reflet exact » des propos du ministre de la Planification et du Développement constitutionnels, Gerrit Viljoen, l'homme chargé par le président Frederik W. de Klerk de négocier avec les leaders des divers mouvements noirs.

Par ailleurs, le leader nationaliste noir Walter Sisulu, libéré de prison il y a deux jours, a déclaré hier que l'apartheid et le régime blanc minoritaire disparaîtraient avant sa mort.

« Je pense que la liberté viendra de mon vivant », a déclaré à la presse le compagnon d'armes de Nelson Mandela deux jours après sa libération avec sept autres prisonniers politiques.

L'ancien secrétaire général du Congrès national africain (ANC) a jugé que le gouvernement du président de Klerk n'avait pas changé de position sur les revendications de la majorité noire, mais avaient été contraints d'en tenir compte par les pressions intérieures et internationales.

« Il est nécessaire de continuer la lutte, d'intensifier la lutte », a-t-il dit.

Le dirigeant nationaliste, qui semble ne rien avoir perdu de son ardeur après plus de 25 ans en prison, a déclaré ne pas s'attendre à ce que Mandela soit libéré cette année. Il a expliqué que le régime sud-africain doutait que la libération du chef his-

torique de l'ANC ne provoque un soulèvement de la communauté noire.

Les propos de M. Viljoen surviennent au lendemain d'une interview à la BBC dans laquelle l'ambassadeur sud-africain à Londres avait déclaré que Pretoria était prêt à négocier sans condition avec le Congrès national africain (ANC). L'ambassadeur, Peter Rae Killen, avait ensuite publié une mise au point dans laquelle il affirmait que ses propos avaient été « isolés de leur contexte ».

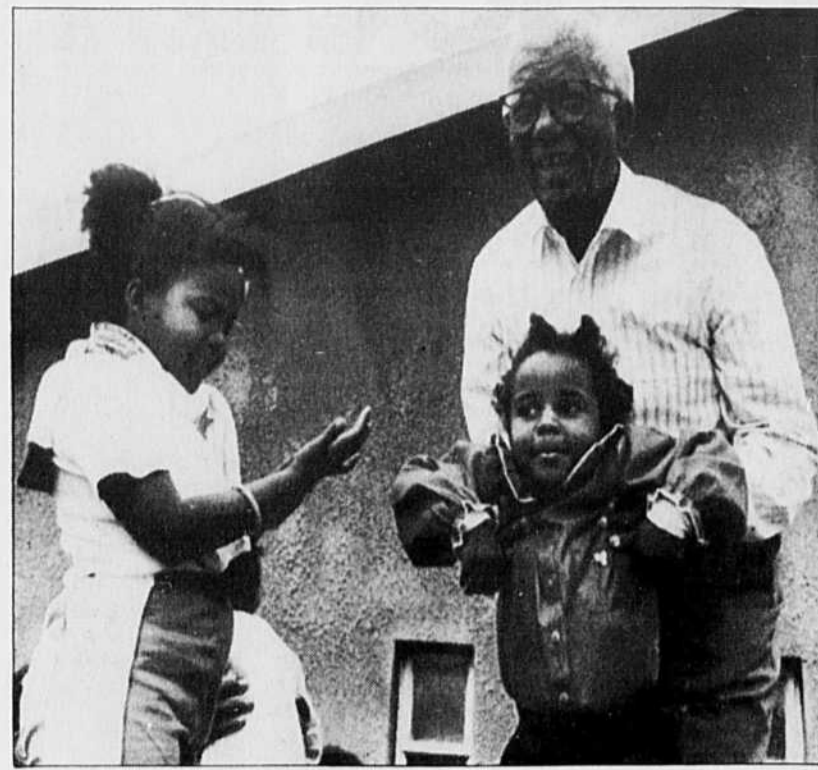
De source bien informée à Pretoria, on a cependant indiqué à l'AFP que les propos de M. Killen avaient reçu l'aval préalable de son département et qu'il s'agissait d'un petit pas supplémentaire dans une stratégie visant à faire accepter par la population blanche l'idée de négociations avec l'ANC.

Un autre aspect remarquable de l'interview de M. Viljoen à *Business Day* réside dans la manière dont il a abordé la question du refus par l'ANC de renoncer à la violence, refus réitéré dimanche soir par les sept anciens dirigeants de ce mouvement libérés de prison.

En juillet, M. de Klerk, qui n'était alors que chef du parti gouvernemental, avait dit que Pretoria ne négocierait avec le mouvement de Nelson Mandela que si l'ANC « suivait l'exemple » de ce dernier et « s'engageait à oeuvrer en faveur de solutions pacifiques », et que cela supposait l'abandon de la violence.

Dans son interview, M. Viljoen se dit prêt à rencontrer « autant de gens que possible, pourvu qu'ils ne menacent pas de recourir à la violence pour appuyer leurs positions à la table de négociations ».

Interrogé sur ce point hier matin par un autre quotidien de Johannesburg, *The Star*, M. Viljoen a refusé de « définir trop en détail les conditions requises » de l'ANC, se contentant de dire que, « dans la pratique », toute personne ou groupe désirant négocier avec Pretoria devrait



Le leader de l'ANC, Walter Sisulu, libéré dimanche dernier après 26 ans de bagnes, jouait avec ses petits-enfants, hier, à Soweto, en se disant confiant de voir de son vivant un gouvernement noir en Afrique du Sud.

« prendre ses distances avec la violence et les activités déstabilisatrices ».

Le ministre a aussi qualifié de « très raisonnables et très équilibrés » les propos tenus dimanche par l'ancien secrétaire général de l'ANC, Walter Sisulu, et ses six compagnons sortis de prison en même temps que lui, notamment le fait qu'ils ont promis d'agir « de manière ordonnée et disciplinée ».

Les sept hommes avaient réitéré la liste de cinq préconditions mises par l'ANC — mais aussi par la plupart des dirigeants noirs modérés — à l'ouverture de négociations avec Pretoria : la légalisation des organisations interdites (dont l'ANC), la levée de l'état d'urgence, la suppression des restrictions contre les opposants, l'abolition des lois « qui limitent les libertés » et le retour des exilés.

Les « discussions » que M. Viljoen, dans son interview à *Business Day*, s'est déclaré disposé à mener avec Sisulu et ses six collègues seraient destinées à examiner ces conditions préalables et le moyen de surmonter l'obstacle qu'elles représentent.

Il s'agirait là d'une nouvelle séance dans les « pourparlers » dont parlait M. de Klerk à l'issue de sa rencontre avec Mgr Desmond Tutu, le pasteur Allan Boesak et le révérend Frank Chikane.

Mais M. Viljoen a confirmé ce qu'avait dit la semaine dernière M. de Klerk — et ce qu'ont toujours affirmé les autorités — à savoir que l'ANC n'était que l'un des interlocuteurs possibles du pouvoir et qu'il n'était pas question de négociations en tête-à-tête entre Pretoria et le mouvement de Nelson Mandela.



Jean-V. DUFRESNE

▲ Montréal

«La Confédération, c'est une locomotive»

C'EST Jacques Ferron qui a écrit cela, et il ne croyait pas si bien dire. Et voici que la locomotive déraile, et que l'aiguilleur est un bon Québécois, Benoît Bouchard de son nom, c'est écrit sur sa casquette de grand cheminot. C'est à-dire, suivez-moi bien parce que je ne sais trop où je m'en vais ce matin avec cette chronique absurde, c'est à-dire que la locomotive, en dérailant, je pense qu'elle va s'engouffrer dans le lac Meech.

Quel rapport, me direz-vous. Une intuition, tout simplement. Ottawa démantèle les chemins de fer, les provinces démantèlent le lac Meech. Simultanément. Deux phénomènes politiques, parallèles comme la *traque* à Ferron. Et dans un cas comme dans l'autre, aucune voie d'évitement. Comme si on se donnait la main pour parquer le pays sur une voie de garage.

Coincidence ? Moins qu'on ne le croirait. Le mythe ferroviaire canadien s'est forgé à même l'étendue imprenable du territoire, celui de la Confédération à même l'abondance démesurée de nos richesses naturelles pour le plus grand profit des barons du CPR.

Deux mythes épuisés. Le territoire, on le traverse aujourd'hui en six heures, gracieuseté d'Air Canada.

Quant au mythe des richesses naturelles, l'irremplaçable T.C. Douglas a dit il y a déjà un quart de siècle que la tragédie du Canada, c'est d'avoir vendu la terre pour acheter le roulant. Et on s'aperçoit aujourd'hui en effet que la pitoune et la potasse, c'est bien peu pour être au rendez-vous du nouveau siècle, parce que la souveraineté, c'est exporter de la matière grise, pas du gaz naturel.

Bien sûr, les convois de fret vont continuer à rouler, et à défaut de passagers on pourra au moins compter sur les vaches pour ruminer les restes de l'âme de la nation.

Ce qu'on ignore, c'est que Benoît Bouchard n'a rien inventé en enlevant les dormants. Cela fait bien 50 ans maintenant qu'on démolit systématiquement, mine de rien, ce réseau qui comptait jadis parmi les plus extraordinaires du monde.

La technique était simple comme bonjour. Sur une liaison dont la rentabilité devenait précaire, il s'agissait d'offrir aux voyageurs le service le plus pourri qui se puisse concevoir pour écouler systématiquement la clientèle. Et alors on s'adressait à la Commission fédérale des transports, chiffres en mains, pour en justifier l'abandon.

C'était automatique, et ça faisait l'affaire d'Ottawa parce que l'avenir, une fois la paix revenue, en 1945, c'était l'industrie aéronautique, et Trans-Canada Airlines avait besoin d'avions, et les avions avaient besoin d'aéroports, et les aéroports avaient besoin de quoi, pensez-vous ? De la clientèle des chemins de fer.

Le plus scandaleux, c'est qu'à l'époque, une entreprise comme les Chemins de fer nationaux du Canada réalisait bon an mal an des revenus d'exploitation toujours supérieurs à leurs recettes. Si le réseau affichait un déficit, c'est que la loi l'avait obligé au départ à assumer les dettes des douzaines de petites compagnies privées dont il hérita à sa naissance. Donald Gordon l'appelaient le « déficifiantôme », justement parce qu'en vérité, ce n'en était pas un.

Il reste aux historiens à nous expliquer un jour pourquoi les Canadiens s'acharnent ainsi à détruire leurs institutions nationales au lieu de s'appliquer à les adapter aux nouvelles réalités. Pourquoi on affame Radio-Canada au lieu de la rappeler à sa mission première, pourquoi on ne sait plus quoi faire de l'exangue Office national du film.

Dans un éditorial de la rue Saint-Jacques, on a écrit que si nos symboles nationaux ne sont pas rentables, c'est un bien piteux pays, celui-là qui s'attache à leur survivance. Alors j'ajoute qu'il faudrait aussi disperser les carrés de sable, rouler les trottoirs, abolir le Parlement, débrancher Radio-Canada, barricader toutes les chiottes du pays, et, pourquoi pas, passer tous nos vieux à la seringue. Une toute petite bulle d'air dans les veines suffirait pour effacer le déficit, et nos rentables hommes d'affaires appelleraient ça un exercice budgétaire équilibré.

Pam Nakaso, qui vit à Frémont, à quelque 100 km au sud-est de San Francisco a vu le lit glisser au milieu de la chambre et une table en verre éclater sous le choc d'une bibliothèque qui s'est renversée.

Le séisme a été suivi de deux autres secousses ressenties dans les gratte-ciel du centre-ville et la télévision a rapporté que tous les ponts de la région avaient été fermés.

Un centre d'achat se serait effondré à San Jose, à quelque 80 kilomètres au sud de San Francisco, ce qui n'a pas été confirmé.

Les voyageurs qui se trouvaient à l'aéroport de San Francisco ont été frappés par des débris de plâtre qui tombaient des plafonds et des murs. Seuls quelques vols ont été maintenus. L'aéroport d'Oakland a été fermé.

À Washington, le président George Bush a fait savoir que le gouvernement était prêt à envoyer des secours dans la zone sinistrée.

Le Sénat

prévoit que la province propose une liste de candidats, pas seulement un nom.

Brian Mulroney devra donc trancher. Le dilemme est réel. On l'a choisi Stan Waters, candidat élu, et s'entend de fait, immédiatement le processus de réforme du Sénat, avant même l'adoption de l'accord du lac Meech, ou le premier ministre ne choisit pas le candidat élu et se met à dos non seulement la population albertaine mais aussi Don Getty. Ce qui serait un autre élément déstabilisateur à ce moment-ci des négociations sur l'entente du lac Meech.

Don Mazankowski a noté qu'il était ironique de constater que Stan Waters, du Reform Party, interprétait son élection comme le signe du rejet de l'accord du lac Meech. C'est pourtant grâce au lac Meech que son élection a pu avoir lieu, souligne M. Mazankowski, il ne faut pas l'oublier.

On s'attend aussi à ce que le premier ministre prenne tout le temps voulu pour faire connaître sa décision. La Constitution ne lui impose aucune date limite.

Pour les spécialistes constitutionnels comme le sénateur Gerald Beaudoin, les implications de cette élection ne doivent pas être minimisées. L'élection déborde le cas d'un seul sénateur, d'une seule province. « Si on commence à créer des précédents, on pourra arriver indirectement à rendre le Sénat électif », dit M. Beaudoin. Il souligne d'ailleurs que c'est exactement ce qui s'est passé aux États-Unis en 1903

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

Hydro-Québec

ses inquiétudes, hier, en donnant à entendre que ces débrayages successifs pourraient causer de sérieux inconvénients à la clientèle surtout en cette période de l'année.

Les services essentiels seront assurés, a promis M. Chabot. Il s'agira des mêmes services qui avaient été dispensés le 11 octobre dernier, lors d'une journée de grève générale.

Si une panne générale survient ou un problème d'importance, « tout le personnel nécessaire sera fourni, sans hésitation », a-t-il dit.

Le niveau de personnel affecté à ces services essentiels variera selon le type de débrayage. Les jours de grève générale, 300 employés maintiendront les services essentiels. Les jours de débrayages régionaux, jusqu'à 5.000 employés demeureront au poste.

Cette liste de services proposée par le syndicat reste toutefois à être entérinée par le Conseil des services essentiels. Le 11 octobre, l'organisme avait jugé ces services suffisants.

Le syndicat affirme être réduit à utiliser de tels moyens de pression pour faire débloquer la négociation. Cette négociation est pratiquement inexistant depuis le mois de mars dernier, soulignait M. Chabot.

La convention collective est arrivée à échéance le 18 décembre dernier.

Par ailleurs, une fois de plus, le porte-parole a catégoriquement nié que les syndicats soient responsables d'actes de vandalisme ou de pannes d'électricité délibérées, à Gentilly ou ailleurs.

M. Chabot affirme qu'il est « complètement farfelu de prétendre ça ». C'est plutôt Hydro-Québec, dit M. Chabot, qui adopte un comportement vicieux, irresponsable et épouvantable. Hydro cherche à discréditer les syndicats dans l'opinion publique en les accusant ainsi. La Société d'État veut apeurer la population pour faire pencher le Conseil des services essentiels en sa faveur. Hydro crée un climat de guerre.

M. Chabot prétend même que certains moyens de pression pourraient être l'oeuvre de son personnel cadre, qui voudrait ainsi discréditer les syndicats. Il affirme qu'à Gentilly, c'est un cadre qui aurait arraché un fil téléphonique du mur, paralysant ainsi la ligne du service d'urgence.

Les syndicats, selon M. Chabot, n'ont pas intérêt, puisqu'ils travaillent dans la centrale, à mettre leur propre sécurité en danger. Si la sécurité est déficiente à Gentilly, les autorités ne doivent pas hésiter à fermer la centrale, opine-t-il.

« On n'acceptera pas qu'on nous mette sur les épaules les résultats d'une gestion épouvantable d'Hydro-Québec depuis quelques années ».

La direction d'Hydro-Québec, de son côté, affirme que les grèves rotatives et générales des 14.000 employés risquent d'avoir « des répercussions majeures pour la clientèle », puisque la période actuelle est normalement réservée aux réparations et à la préparation du réseau pour la période de pointe, en hiver.

Il reste 43 jours ouvrables d'ici la fin de l'année, rappelle Hydro, dans un communiqué. À cause des grèves prévues, Hydro-Québec estime qu'il n'en restera que 10 « vraiment productifs » pour compléter les travaux d'entretien, de réparation et de mise en service des équipements requis pour la saison hivernale.

Hydro entend faire connaître ces répercussions détaillées des débrayages au Conseil des services essentiels. Celui-ci doit rendre prochainement une décision concernant la liste des services essentiels que les syndicats comptent maintenir.

La RDA

La télévision d'Etat est-allemande n'a jamais été aussi loin dans son appréciation modérée des manifestations d'opposants dans le pays.

« En tant que journalistes, nous comprenons ce qui s'est passé hier comme un signe pour continuer plus avant la discussion déjà commencée, de manière plus déterminée et en vue de parvenir à des résultats », a expliqué le présentateur au cours de l'édition du soir « Aktuelle Kamera ».

Selon le journaliste, la majorité des manifestants ne doivent pas être considérés comme des gens qui veulent renverser le régime.

Le chef d'un des partis satellites du PC est-allemand, le Parti libéral démocrate, a réclamé pour sa part des réformes rapides et concrètes. « Des décisions doivent être prises très bientôt, très vite, demain ou après-demain. Ces réformes doivent en outre avoir un effet sensible sur la vie et les conditions de vie de tous nos concitoyens », a déclaré Manfred Gerlach.

Le Parti libéral démocrate compte 105.000 membres qui sont en majorité des hommes d'affaires privés, des commerçants et des artisans. Ces catégories de population sont parmi les plus touchées par l'exode de population des derniers mois.

On a appris hier que le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, s'est brièvement adressé aux 10.000 manifestants qui défilaient dans sa ville pour leur promettre que les discussions sur des réformes engagées la semaine dernière avec des représentants des Églises et de la population se poursuivraient.

Selon une source proche de l'Église protestante à Leipzig, les dirigeants est-allemands doivent maintenant avancer des « propositions concrètes » s'ils veulent enrayer un mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur et met en cause le monopole du Parti communiste sur la vie politique.

Pour la première fois, les manifestants ont revendiqué des syndicats libres et demandé l'autorisation de véritables partis d'opposition en même temps que la liberté de la presse, la liberté de voyager, la démolition du mur de Berlin et des élections libres.

Pour le pasteur Rainer Eppelmann, une figure de proue de la dissidence à Berlin-Est, la manifestation de Leipzig montre « un peuple en plein renouveau ». « D'abord des dizaines de milliers de citoyens est-allemands ont quitté le pays, maintenant une centaine de milliers de personnes se mobilisent pour réclamer des réformes afin de pouvoir rester au pays », a-t-il dit.

Le pasteur croit également déclencher des « signes de renouveau chez les responsables politiques en RDA ».

« La manifestation de Leipzig et la retenue de la police ont prouvé que les dirigeants commencent à nous prendre au sérieux », a déclaré hier Mme Baerbel Bohley, cofondatrice du groupe d'opposition interdit « Nouveau Forum ».

Nouveau Forum, qui revendique quelque 30.000 sympathisants, a souligné que des discussions similaires se tiendraient prochainement dans plusieurs autres grandes villes est-allemandes comme Berlin-Est ou Halle entre des représentants des autorités et les membres du groupe d'opposition.

Les Acadiens

sables aux yeux de certains dans le cadre de cet accord.

On parlait pour notre propre communauté et c'est à elle qu'on doit rendre des comptes, explique M. Gervais qui souligne que d'aucune façon il n'y a d'opposition entre l'accord du lac Meech et ces revendications. Celles-ci, pour l'essentiel, consistent à obtenir l'enchaînement dans la Constitution de la loi 88 qui reconnaît l'existence de deux communautés linguistiques au Nouveau-Brunswick. Ce geste donnerait un caractère inaliénable aux droits de la minorité acadienne.

Cette revendication peut se « régler dans notre propre maison », explique le président de la SAANB, rappelant que l'enchaînement de cette loi est une affaire qui concerne deux gouvernements. Il s'agirait que la législature du Nouveau-Brunswick adopte une résolution en ce sens qui serait ensuite présentée pour ratification au Parlement fédéral.

Il est un peu étonnant que cette confusion persiste encore après deux ans de débats autour du lac Meech. La communauté acadienne en est rendue à penser que ceux qui ne comprennent pas ne sont peut-être pas de bonne foi, dit M. Gervais vivant autant le premier ministre de sa province que le premier ministre Robert Bourassa et son ministre des Affaires canadiennes, Gil Rémillard, à qui cela était expliqué lors de rencontres.

Face au gouvernement du Nouveau-Brunswick, il est particulièrement important de rappeler ces choses-ci à ce moment, croit M. Gervais qui rappelle qu'il y a eu justement deux ans le 13 octobre que M. McKenna a été élu. Après deux ans, il serait temps d'aborder de façon concrète les droits de la communauté acadienne. Il serait utile, dit-il, d'expliquer à M. McKenna « que pour répondre à nos demandes, il n'a pas besoin de demander la réouverture de l'accord du lac Meech ».

La rencontre avec le premier ministre n'a pas encore été fixée puisque ce n'est qu'après que le « forum de concertation » a fait sa demande, soit au moment même où M. McKenna partait pour une tournée dans l'Ouest canadien où il est allé discuter de l'accord du lac Meech avec ses homologues de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Il serait normal, croit M. Gervais, que M. McKenna rencontre les Acadiens après cette tournée.

Au moment où cette rencontre aura lieu, un élément du décor constitutionnel du Nouveau-Brunswick sera ajouté, ce qui pourrait alors contribuer à éclaircir les choses. Le comité parlementaire qui a étudié l'accord aura en effet déposé son rapport et fait connaître un certain nombre de conclusions.

Le président de ce comité, le député Bernard Thériault, a confirmé hier que ce rapport d'une soixantaine de pages serait déposé mardi prochain. Le comité ne s'oppose pas à l'accord, mais suggère certains changements, a-t-il dit hier, notant qu'il y aura place pour la négociation. Ce rapport abordera aussi la question de l'enchaînement de la loi 88, qui, croit-il, est une question moins de nécessité que d'échéancier.

M. Thériault confirme pour sa part que les Acadiens sont unanimes à appuyer dans les faits l'accord du lac Meech. Tous les groupes qui sont venus témoigner devant le comité parlementaire ont dit : « Ça fait du sens, ça permet de se protéger », même si tous voulaient avoir plus de protection, souligne-t-il. Le moyen d'y arriver est l'enchaînement de la loi 88 : « C'est notre petit lac Meech », dit-il. Relevant une déclaration récente de M. Rémillard qui soulignait que les Acadiens pour-

raient porter une certaine responsabilité advenant l'échec de l'accord du lac Meech, M. Thériault partage entièrement l'opinion de M. Gervais qui dit que personne ne pourra faire porter aux Acadiens la responsabilité de l'échec éventuel de cet accord.

Lorsque M. Rémillard pointe les Acadiens, il pèse sur le mauvais bouton. Celui qui pose des objections, c'est le premier ministre et c'est sur lui qu'il faut faire pression, dit M. Thériault qui croit personnellement que son premier ministre voudrait être le dernier à être responsable de l'échec de l'accord.

Violent

jugée majeure.

Le séisme a été suivi de deux autres secousses ressenties dans les gratte-ciel du centre-ville et la télévision a rapporté que tous les ponts de la région avaient été fermés.

Le tremblement de terre a aussi été ressenti dans certains quartiers de Los Angeles, à 650 kilomètres au sud de San Francisco. Les secousses préliminaires ont été enregistrées à partir du système d'alarme de Tsunami en Alaska.

Plusieurs incendies ont été signalés. Une fumée dense se dégageait de l'un d'eux et elle était visible de plusieurs kilomètres de distance.

Des centaines de personnes ont fui les stations de métro et celui-ci a été immobilisé par la panne de courant.

La télévision américaine a par ailleurs diffusé des images où l'on découvre le pont Bay Bridge sectionné sur vingt mètres, et les débris de la partie supérieure amassés sur la chaussée inférieure. La chaîne de télévision CNN a par ailleurs rapporté que plusieurs personnes étaient tombées à l'eau et que des voitures se trouvaient prisonnières des débris du pont.

Le tremblement de terre a aussi causé de profondes crevasses sur l'autoroute qui zigzague San Francisco, provoquant des embouteillages.

Le journaliste de la Presse Canadienne, Mike Bernard, se trouvait à Sonoma, à quelque 60 km au nord de San Francisco dans la vallée de Napa quand le tremblement de terre a frappé.

Il était assis dans le jardin interviewant des propriétaires de vignobles de la région.

« Soudainement, a-t-il raconté, la table s'est mise à trembler. Nous avons tenté de poursuivre l'interview, mais nous avons vu les arbres qui vacillaient, comme si un vent d'une vélocité de 40 milles à l'heure les secouait ».

« Alors nous nous sommes éloignés de ces chènes par peur qu'ils ne s'écroulent sur nous. Au même moment, les employés descendaient les escaliers en courant et nous nous sommes rassemblés sur la place ».

« C'est comme le vertige, se sentir mal, le sentiment momentané de malaise et tout à coup vous comprenez que ce n'est pas le vertige mais autres chose », dit-il.

Les gens autour de lui ressentaient de la peur, a-t-il raconté.

« Vous auriez cru que les habitants de la Californie étaient habitués à ce genre de séisme mais l'une des personnes avec qui je me trouvais, originaire de la Californie, a dit que c'était le pire tremblement de terre qu'il ait vécu ».

Un autre témoin, Bill Wooder, qui se trouvait au volant de sa voiture au moment du séisme a raconté : « Je n'ai jamais vécu un tremblement de terre dans ma voiture et je vis à San Francisco depuis plusieurs années. La voiture tirait vers la droite et j'ai freiné brusquement. Tous les signaux de la circulation se sont éteints en même temps ».

SPORTS

CALGARY 8, QUÉBEC 8

Les Nordiques s'effondrent à la troisième

Mario Leclerc de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Les Nordiques se sont effondrés, hier. Filant allègrement vers une victoire facile de 8-3, ils ont vu les Flames de Calgary venir de l'arrière avec six minutes à faire pour finalement arracher un match nul de 8-8.

phane Fiset a fait cadeaux de quelques buts aux Flames. Les Nordiques ont pris les devants 8-3 en troisième période sur des buts de Joe Cirella (1er) et Jeff Brown (2e).

Les Nordiques jouissaient même de l'avantage d'un homme. Doug Gilmour (3e) et Paul Ranheim (3e) ont alors trompé un Fiset chancelant. Darin Kimble (1er) a ouvert la marque à 4:26 à la suite du beau travail exécuté dans le coin par Claude Loiselle. Ce dernier a renfilé le disque à Kimble, seul dans l'enclave, qui a marqué facilement.

sauté sur son propre retour pour chasser le gardien des Flames. Les Flames ont réduit l'écart à mi-chemin sur un lancer inoffensif de Gary Suter (2e). Installé profondément le long de la rampe en territoire ennemi, Suter a tiré haut vers Fiset. Ce dernier a fait l'arrêt de l'épaulé mais la rondelle a ensuite glissé derrière lui pour se trouver une niche dans le fond du filet.

Le jeune arrière des Nordiques suivra des traitements de physiothérapie d'ici à lundi mais si la situation ne s'améliore pas, il devra subir une arthroscopie. Son absence pourrait alors durer de quatre à six semaines. Même s'il n'a pas joué, le gardien Sergei Mylnikov a participé à son premier match officiel dans la LNH, hier. Mylnikov agissait à titre d'auxiliaire à Stéphane Fiset.

Table of hockey scores for Nordiques 8, Flames 8. It lists the first, second, and third periods with goals scored by players like Kimble, Adams, Leschyschyn, etc.

LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200

259 Espaces commerciaux à louer

BOISBRIAND IMMEUBLE NEUF À LOUER 4,000 à 23,000 pi. ca. 1,600 ampères disp. Près autoroute 640 Près GM M. Bouderon ou Mme Lee 645-2307

259 Espaces commerciaux à louer

1799, SAUVÉ EST 700 pi. ca. Disponible immédiatement. 384-6299 7130 ST-LAURENT Près Jean-Talon. Local semi-commercial, 2,175 p.c. avec sous-sol. Poss. option d'achat. 271-7628, 387-3960

263 Espaces commerciaux à vendre

ACHETONS GRANDES BATISSES: Comm. et indust. Pas d'agents. Secteur en ville etc. Gabriel, Solr. 542-8246 Jour. 539-2996 1,000,000 à 940,000,000

268 Espaces industriels à louer

LOCAUX entre 1 000 et 4 000 pi. ca. A Rosemont, sur Masson coin Des Érables. Béton, gicleries, très grands fenêtres. Bas loyer. Idéal concepteurs, designers, créateurs, P.M.E. 525-2275

269 Propriétés commerciales

BATISSE COMMERCIALE: Boul. St-Joseph, Drummondville, valeur \$500,000, laisseries à \$335,000, bail commercial, const. neuve. Occasion unique. Léger comptant. 819-591-8810

275 Locaux à louer

LANGELIER/JARRY \$111/p.c. dépenses. Coproduction. A sous-louer, bureau 3369 p.c., dans immeuble moderne. Services complets, grand stationnement gratuit. Ascenseur. Accès métropolitain facile. Mobilier disponible. 328-2722, poste 14

275 Locaux à louer

BUREAU/MAGASIN 750 p.c. + sous-sol, petit centre d'affaires, 8021 Blaise pascal, R.D.P. 643-1303, 321-1887

TERREBONNE, bureau + local commercial neuvs, climatisés, tapis, 2,100 p.c. sur rue très achalandée, \$1,200/m. G. Lemay, 621-6909.

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR 286-1200

471 Personnel de bureau

SECRÉTAIRES Pour bureau d'architectes • Maîtrise du français et de l'anglais • Connaissance du Traitement de Texte et aptitudes en informatique • Capacité d'organisation et initiative • Dynamique avec sens du défi. • Minimum 3 ans d'expérience en secrétariat. Deux postes permanents sont offerts dont un à temps partiel. M. Nazar (514) 731-2739

510 Cours

ACCEPTERAIIS CHARGE: De répétiteur (tuteur) auprès d'un enfant, 1 journée/sem. Suis étudiant en littérature. 284-2372, à partir de 13h

551 Déménagement

A BAS PRIX! Appelez PIERRE. Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491.

559 Entretien, réparations, rénovations

RENOUATION/PEINTURE Travail propre et professionnel. Réf. disp. Richeur ou François: 524-5664, 522-0761.

567 Lavage, nettoyage

SERVICE D'ENTRETIEN MALO ENR Lavage de vitres (hauteur), murs, tapis, peinture, démolition. Net. général comm./rés. 20 ans d'exp. 447-0675.

578 Santé

MASSOTHÉRAPIE, chinois, européen douleur, relaxation, sportif. 3 Ave Cornwall, V.M.R. 738-7917.

588 Tenue de livre déclaration d'impôt

SERVICE COMPLET DE: Tenue de livre par informatique Particuliers et PME GESTION CONGES INC. 393-1226

589 Traitement de texte

ÉTIUDIANTS Traitement de texte. Petits tarifs. 287-5659

590 Préparation de curriculum vitae

PAR UN PROFESSIONNEL Service personnalisé Métro Laurier. 843-7189

591 Occasions d'affaires

AHUNTSIC: Location ou vente, 4,524 pi. ca., bureau avec ou sans entrepôt. Commercial détail ou professionnel. 387-4001

AVONS CLIENTS pour investissement garanti. Rendement annuel jusqu'à 20%. 875-5625.

CINÉMA

Rive-Sud. 250 places avec scène pour représentation théâtrale. Se vend à la baisse et terrain de 17,842 pi. ca. excellente occasion. Courtiers: Gilles Mercille c.a., Normand Thibodeau. 646-7012, Bolland Parenteau Ctr. 442-4432

DEVENEZ VOTRE PROPRE PATRON Entreprise internationale de services. Excellent revenu Formation complète et soutien continu. Territoire exclusif. Personnes ambitieuses seulement. Investissement requis, financement disponible. Ron McLeod: 800-543-5197.

INVESTISSEURS

Avez-vous un minimum de 122,000 à placer ou à investir? On vous offre un placement sûr et garanti avec rendement au-dessus de la moyenne. Ne soyez pas sceptique mais sérieux. Ceci est une occasion à ne pas laisser passer. Int: 677-4729

INVESTISSEURS

407 Offres d'emploi

LE SOUS-DISTRIBUTEUR DU JOURNAL LE DEVOIR RECHERCHE camelots

secteurs Châteauguay, Mercier, Outaouais, Outremont contacts Daniel Gauthier: 699-1868 Jean-Paul Gratton: 243-4970 Denise Cabot: 643-3854

camelots motorisés

secteurs Outaouais Outremont contacts Jean-Paul Gratton: 243-4970 Denise Cabot: 643-3854

Pour tout autre secteur 332-3890 Extérieur: région 514 1-800-361-6059 région 418-819 1-800-361-5699

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR postes disponibles TÉLÉMARKETING Plusieurs postes en télémarketing sont présentement disponibles, de jour et de soir, à temps plein ou partiel. Nous offrons d'excellentes conditions de travail et assurons votre formation.

HORAIRES VARIABLES De jour ou de soir Exigences: Facilité d'expression, bonne diction, bilinguisme.

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

407 Offres d'emploi

EN BREF...

Probert purgera 3 mois de prison

DETROIT (AP) — Bob Probert, ancien ailier gauche des Red Wings de Detroit, a été condamné hier à trois mois de prison et à l'écopé de \$2,000 d'amende pour avoir importé de la cocaïne du Canada aux États-Unis.

Kurvers ne veut pas jouer à Toronto

TORONTO (PC) — Le défenseur Tom Kurvers est retourné à son domicile au Minnesota plutôt que de se présenter aux Maple Leafs de Toronto.

Brad Gilbert éliminé au 1er tour à Tel Aviv

TEL AVIV (AFP) — L'Américain Brad Gilbert, tête de série numéro 1, a été éliminé dès le premier tour du tournoi de Tel Aviv par le Britannique Jeremy Bates, en trois sets, 6-7, 7-6, 7-6, après trois heures et cinq minutes de jeu.

Zurich: victoire à l'arraché de Kelesi

ZURICH (AP) — La Torontoise Helen Kelesi, septième favorite, a peiné avant de vaincre l'Américaine Ann Henricksson 6-1, 3-6, 7-5 et elle a ainsi évité de subir le même sort que certaines favorites au tournoi de tennis intérieur de Zurich.

Steve Pelluer échangé aux Chiefs

IRVING, Texas (AP) — Les Cowboys de Dallas ont échangé hier le quart gévriste Steve Pelluer aux Chiefs de Kansas City en retour de deux choix au repêchage de 1990 et 1991, et ils ont cédé un choix au repêchage de 1990 en retour du demi offensif Paul Palmer, des Lions de Detroit.

Coupe America: les Néo-Zélandais feront appel

PARIS (AFP) — Les Néo-Zélandais du Mercury Bay Boat Club feront appel, avant la date limite du 18 octobre, du verdict rendu le 19 septembre par la Cour d'appel de la cour Suprême de l'État de New York ayant eu pour conséquence de redonner la coupe America au San Diego Yacht Club, a-t-on appris hier à Paris de source informée.

BASEBALL

Série mondiale (Quatre de sept) Samedi Oakland 5, San Francisco 0

Dimanche Oakland 5, San Francisco 1

Hier Oakland, Welch, à San Francisco, Robinson, 20 h 35

Demain Oakland à San Francisco, 20 h 35, si nécessaire

Samedi San Francisco à Oakland, 20 h 35, si nécessaire

Dimanche San Francisco à Oakland, 20 h 35, si nécessaire

FOOTBALL

Ligue nationale Lundi Buffalo 23, Rams de LA 20

Dimanche Dallas à Kansas City

Green Bay à Miami

Indianapolis à Cincinnati

Raiders de LA à Philadelphie

Minnesota à Detroit

Jets de NY à Buffalo

Pittsburgh à Houston

Tampa Bay à Washington

Nouvelle-Angleterre à San Francisco

Atlanta à Phoenix

Denver à Seattle

Nouvelle-Orléans à Rams de LA

Giants de NY à San Diego

Lundi Chicago à Cleveland

HOCKEY

Ligue nationale Lundi Washington 4, Montréal 3

Hier Calgary 8, Québec 8

Minnesota 6, Islanders 3

Chicago 3, Rangers 3

Pittsburgh 7, Toronto 5

Boston à Los Angeles

Ce soir Calgary à Montréal

Buffalo à Hartford

Phil'phie à New Jersey

St. Louis à Pittsburgh

LIGUE NATIONALE

Conférence Prince-de-Galles

Section Charles Adams

MONTRÉAL 7 4 3 0 21 15 8

BUFFALO 6 3 2 1 20 18 7

BOSTON 6 2 3 1 19 22 5

HARTFORD 6 2 4 0 21 24 4

QUÉBEC 6 1 4 1 25 29 3

Section Lester Patrick

RANGERS NY 6 4 1 1 25 20 9

PITTSBURGH 6 3 2 1 24 20 7

WASHINGTON 6 3 2 1 23 21 7

NEW JERSEY 5 2 2 1 18 16 5

ISLANDERS NY 6 2 3 1 26 27 5

PHILADELPHIE 6 1 4 1 17 24 3

Conférence Clarence Campbell

Section James Norris

MINNESOTA 6 5 0 1 26 16 11

CHICAGO 7 3 3 1 25 26 7

ST. LOUIS 4 2 2 0 15 15 4

DETROIT 6 2 4 0 21 29 4

TORONTO 6 1 5 0 23 37 2

Section Connie Smythe

CALGARY 7 4 1 2 39 31 10

LOS ANGELES 6 4 2 0 29 24 8

VANCOUVER 6 3 2 1 25 26 7

EDMONTON 5 2 2 1 19 19 5

WINNIPEG 5 2 3 0 16 18 4